



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8395>

Guerre contre la corruption ou contre les alternatives au néolibéralisme ?

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2018 - Journal des Alternatives. Vol.9 - No.04, avril 2018 -



Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Le problème de l'Amérique latine est la corruption, pas la corruption tout court, mais surtout celle associée aux gouvernements progressistes ou post-néolibéraux 1. Ainsi l'assurent les think-tanks, les conseillers des Institutions financières internationales (IFI) et les voix expertes sur « ce qu'il se passe » dans la région 2. Le disait aussi John F. Kelly, ex-chef du Commando Sud des États-Unis, aujourd'hui chef du cabinet de Trump 3. Ils assurent que les gouvernements progressistes abusent des pauvres pour enrichir une poignée de fonctionnaires de gouvernements corrompus : ils agrandissent l'État et le repolitisent, s'ingèrent dans l'économie et revalorisent la chose publique dans le seul but d'ensuite pouvoir la saccager. Ils privilégient l'utilisation d'influences et de fonds publics pour leur bénéfice personnel et font appel aux pouvoirs de l'État pour éviter de rendre des comptes. Depuis cette perspective, les fonctionnaires et politiciens impliqués dans des gouvernements progressistes qui ont impulsé cette voie sont, par définition, corrompus et en plus inefficaces. Ils sont incapables de gérer l'État comme une entreprise privée, mettant en danger la marche de l'économie et (on suppose) de l'État dans sa totalité 4. Ces arguments ont tissé la trame d'un « ressenti commun » reproduit par les droites et la presse hégémonique depuis plusieurs années, et contribué à au moins deux phénomènes : le premier à court terme est celui de « la 'judiciarisation' de la politique » depuis les hautes sphères, le second est celui de la dépolitisation de la politique, le mépris pour la chose publique et les préjugés selon lesquels ce qui vient de l'État est inefficent.

Le fait que ces déclarations sont devenues « sentiment commun », qu'elles se sont insinuées profondément dans l'opinion publique, n'est pas le fruit d'une campagne médiatique particulière ou le résultat « imminent » du retour à des gouvernements de droite. Cela n'obéit pas non plus à des facteurs conjoncturels. Au contraire, cela fait partie d'un processus historique qui trouve une partie de ses racines dans les ajustements structurels mis en oeuvre en Amérique latine depuis les années 80 et qui a eu comme actrices principales les IFI et les agences bilatérales du gouvernement états-unien. La « modernisation » de l'État, qui avait pour objectif une plus grande efficacité et efficience pour en terminer avec la corruption et le favoritisme, fut l'argument-clé pour l'amaigrissement, la disparition et le mépris pour la chose publique par rapport au privé. Le Consensus de Washington peut être un exemple de systématisation de ces prémices comme lignes de conduite pour l'action de gouvernements dédiés à promouvoir l'idée que l'État se soumette aux besoins du secteur privé. Faire de l'État une entreprise 5.

Les réformes judiciaires

Un des secteurs sur lesquels la « modernisation de l'État » est rapidement intervenue est le judiciaire. Les organismes « d'assistance pour le développement » bilatéraux et multilatéraux tels que l'USAID et la BID ont eu un protagonisme particulier 6. Ces conseils concernant la transformation des appareils judiciaires est un maillon de plus dans une chaîne de relations dépendantes et asymétriques établies par la dynamique et les normes inscrites dans l'assistance au développement (du moins depuis la Guerre froide jusqu'à aujourd'hui) 7. L'objectif était d'atteindre « la bonne gouvernance » au moyen d'une réorganisation de l'État, en ajustant les lois et les institutions aux normes internationales qui permettraient le flux d'investissements étrangers directs et l'accès à des marchés « sains ». Il fallait garantir un « bon fonctionnement » des institutions pour garantir le développement 8.

Le Guatemala fut l'un des principaux récepteurs d'assistance pour une réforme judiciaire après la signature des Accords de paix (1996). Il y eut des flux de conseillers, de ressources pour des infrastructures et de l'informatique et le « savoir-faire » de l'expérience des pays du centre, particulièrement des États-Unis 9. Le résultat fut une réforme superficielle sur le plan technique, avec une forte dépendance sur les conseillers et les fonds provenant de l'étranger. Les progrès à partir de la création de la CICIG (Commission internationale contre l'impunité au Guatemala) depuis le procès au dictateur Rios Montt jusqu'au dossier La Línea 10 ont été limités parce qu'encadrés par un État qui, en termes généraux, représente les intérêts d'une minorité privilégiée (tant la vieille oligarchie que les nouveaux entrepreneurs) associée directement ou indirectement à un État contre-insurgent et génocidaire. Un État absent en matière de bien-être socio-économique pour la majorité, qui n'a jamais été refondé 11. Un État qui, de 1954 à aujourd'hui, reste dépendant des alignements, recommandations et financements du secteur public-privé états-unien et des agences d'assistance au développement d'autres pays du centre. Le Guatemala est un pays

condamné par l'opinion publique internationale pour sa corruption et la violence, mais n'est, en aucune façon, le pire des cas. Au contraire, la corruption est particulièrement « grave » dans les États où eurent lieu ou sont en vigueur des processus de changement de gouvernements post-néolibéraux, où l'on note une plus grande pression locale et internationale pour une judiciarisation de la politique, venant d'en haut.

Un cas typique est celui de la Bolivie, pays qui a reçu un important flux d'assistance de l'USAID dans les années 80 et 90, entre autres domaines, pour la réforme judiciaire. Ces fonds tendaient à bénéficier aux gouvernements et secteurs hautement corrompus qui travaillaient systématiquement aux dépens du bien-être de la majorité 12. L'arrivée du MAS et la refondation de l'État, ont amené des réformes structurelles, y compris la démocratisation du système judiciaire : c'est le seul pays d'Amérique latine dans lequel les représentants judiciaires sont élus dans les urnes. Cependant, « l'aide » continue d'arriver, en particulier de la NED (National Endowment for Democracy) dans le domaine « réforme judiciaire » par le biais de fondations 13.

Une des dernières campagnes déclenchées contre le MAS, avant le referendum de février 2015, s'est centrée sur une diffamation et une atteinte à la morale du gouvernement pour « corruption et trafic d'influence », sans preuves convaincantes. Sans procès légal adéquat, on a créé le « cas Zapata » [l'attribution au président d'un fils caché avec une femme qui s'appelait Zapata. NdT]. Le réseau tissé entre la presse locale, les fondations, les think-tanks et les voix expertes, ont lancé une campagne soulignant la corruption comme principale caractéristique du gouvernement du MAS. Après un procès en due forme, il fut prouvé que les accusations contre le président et ses ministres étaient fausses, mais le cas Zapata a influencé l'opinion, qui a voté 'NO' au referendum 14. La bataille a été déviée du champs politique vers le judiciaire.

Le Brésil est sans aucun doute le paradigme de la judiciarisation de la politique depuis le haut. Une campagne médiatique, politique et du milieu des affaires, orientée en apparence au combat contre la corruption, avait pour objectif la destruction de l'image du Parti des Travailleurs et « l'expulsion » de ses principaux responsables de la politique. La destitution de Dilma Rousseff montre le mode opératoire d'un appareil judiciaire influencé de l'extérieur. Le juge Moro, chef du Lava Jato, fut un des meilleurs élèves des cours de formation dispensés par le Département de Justice états-unien pour les fonctionnaires latino-américains en 2009, dans le cadre du « Programme Ponts » 15. Techniques de collecte d'information telles que la « délation récompensée », ou l'espionnage (intervention des lignes téléphoniques, des courriels, etc.) de fonctionnaires publics, ou l'utilisation de bureaux privés d'avocats, semblent faire partie du savoir-faire adopté. Le procès de Lula da Silva est un autre exemple : la façon avec laquelle on a « accéléré » son jugement avant d'autres cas, l'absence de preuves et la campagne médiatique qui l'a couvert 16, montrent comment les États-Unis et les droites latino-américaines recourent à « la justice » comme arme d'une guerre livrée contre la politique de gouvernements et de processus progressistes. C'est la Lawfare, la guerre juridique 17.

« La lutte contre la corruption »

Cette guerre contre la corruption se compare à la guerre livrée contre la drogue (intimement liée aux intérêts du secteur public-privé des USA) : au-delà des protocoles et des discours politiquement corrects, on cherche à anéantir des secteurs, des groupes, des leaders et des processus qui proposent avec plus ou moins de force et/ou de succès, des alternatives au néolibéralisme (par exemple, qui mettent des obstacles au flot de combustibles et de matériaux stratégiques, qui menacent l'accès à des marchés ou la rentabilité d'investissements). Pour cela, on présente comme objectifs à moyen et long terme l'annulation du politique et la dépolitisation de l'État dont il faut surtout éviter son intervention dans l'économie pour arriver à ce que celle-ci dépende d'une entité technique qui soit soumise aux lois du marché. On promeut des technocrates ou des entrepreneurs capables de vider l'État de toute souveraineté et de le séparer de la cause de la majorité pour le rendre plus efficace pour le secteur privé.

Voilà l'objectif de « la lutte contre la corruption » livrée depuis les médias hégémoniques, les think-tanks, les

fondations et des gouvernements comme celui des États-Unis qui exportent un modèle de démocratie et de gouvernance qui n'a rien à voir avec l'inclusion politique, économique, culturelle et sociale de majorités historiquement toujours reléguées. C'est la démocratie d'une « classe moyenne » (impossible à définir) dont les seules causes seraient « des institutions transparentes », « un indice de violence zéro », et « la prison pour tous les corrompus, tous les politiciens ». La démocratie d'une société qui (apparemment) désire être gouvernée par des entrepreneurs et des technocrates qui « n'ont rien à voir avec la politique ». Ainsi, dans les discours contre « la corruption », « la délinquance » et « les criminels », se renforce la trame de l'idéologie dominante, nourrie par la frustration générée par des gouvernements qui (apparemment) ont trahi leur peuple. De plus, le néolibéralisme resurgit en force, un chemin que nous avons déjà parcouru en Amérique latine, un chemin qui garantit la santé des marchés et l'approfondissement de la misère, de l'injustice et de la violence. Et qui oserait affirmer que cette voie (déjà parcourue !) est exempte de corruption ?

Post-scriptum :

(Traduit par Jac Forton)

Silvina Romano est Docteur en Sciences politiques, chercheuse du Conseil national de recherches scientifiques et techniques de l'Institut d'Études de l'Amérique latine et la Caraïbe de l'Université de Buenos Aires.

1 FMI blog : <http://bit.ly/21bvsefe>

2 The Economist : <http://econ.st/2CFixsX>

3 <http://csis.org/multimedia/leading-nexus-development-and-defense>

4 Dans un rapport récent, des conseillers du FMI annoncent que dans les pays où a eu lieu un tournant vers la droite, l'économie a repris la voie « correcte » : <http://bit.ly/2BD06YV>

5 Estado & Comunes : <http://bit.ly/2EN4HKP>

6 Global Studies Laws : <http://bit.ly/2GH44if>

7 UNAM : <http://bit.ly/2oouBud>.

8 <http://www.oas.org/JURIDICO/spanish/RepoBM.htm>

9 Wilson Center : <http://bit.ly/2FqbreL>

10 Voir FIDH - <http://bit.ly/lu1TQiP> et CICIG - <http://bit.ly/2cbQ6Wd>

11 Voir par exemple le lien entre élites et crime organisé sur Insight Crime : <http://bit.ly/2F2KX5d>

12 Tellería, Loreta y González, Reina (2015) : « Hegemonía territorial fallida. Estrategias de control y dominación de Estados Unidos en Bolivia 1985- 2012 », La Paz : Centro de Investigaciones Sociales, Vice-presidence de l'État, Présidence de l'Assemblée législative pluri-nationale de Bolivie.

13 <https://www.ned.org/region/latin-america-and-caribbean/bolivia-2016/>

14 <https://www.youtube.com/watch?v=GbfvWnGU72U>

15 https://wikileaks.org/plusd/cables/09BRASILIA1282_a.html

16 Sotelo Felipe, M. (2018) : « Lawfare, this crime call justice ». En Proner, C., Citadino, G., Ribocom, G. et Domelles, J : « Comment on a notorious verdict. The trial of Lula », CLACSO : <http://bit.ly/2EOAzPm>

17 CELAG : <http://bit.ly/2onhxVM>